

Avis voté en plénière du 9 avril 2019

Climat-Énergie : la France doit se donner les moyens - Avis sur les projets de SNBC et de PPE

Déclaration du groupe des Organisations étudiantes et mouvements de jeunesse

« Nous sommes la dernière génération à avoir une chance réaliste de prévenir une catastrophe climatique » ces mots d'un jeune porte-parole des « Vendredi pour le climat » témoignent de la lucidité de ces millions de jeunes qui manifestent depuis plusieurs semaines dans 125 pays. Ils montrent aussi à quel point elles et ils sont engagés à agir pour notre futur collectif, défiant ainsi l'image de jeunes attentistes et individualistes. La nature de leur mobilisation, basée autour de la grève de l'école, a été discutée voire remise en cause, perçue comme trop extrême. Néanmoins, cet avis présenté aujourd'hui, force est de le constater, leur donne raison : la France, comme d'autres pays, prend ses responsabilités mais ne le fait pas assez vite au regard des enjeux et de l'accélération du changement climatique. Alors oui, nous devons les écouter. Oui, nous devons leur permettre de participer à l'élaboration des politiques publiques. D'ailleurs, ils n'attendent pas qu'on leur donne la parole pour la prendre et fort heureusement. En plus des marches pour le climat et des différentes lettres adressées au Président de la République et au ministre de l'Éducation, des assises nationales de Youth for Climate auront lieu dans dix jours pour travailler à des propositions concrètes et se faire entendre. Ils sont même rejoints par certains parents mobilisés dans le collectif « Parents pour l'avenir » qui soutiennent leur démarche.

Cette lucidité et cette urgence d'agir, nous la retrouvons dans ce projet d'avis que nous saluons pour sa clarté et ses préconisations. Beaucoup de préconisations correspondent aux enjeux que nous avons portés il y a quelques semaines dans l'avis sur la loi énergie mais aussi l'avis Fractures et transitions : réconcilier la France.

Parce-que nous sommes convaincus du lien entre inégalités sociales et inégalités environnementales, nous saluons la préconisation qui donne la priorité à la mise en œuvre d'un plan national de rénovation des « passoires énergétiques » doté de moyens adaptés permettant leur éradication à l'horizon 2030.

Parce-que nous sommes convaincus de l'intérêt de la recherche, nous soutenons la préconisation qui vise à engager rapidement et avec les moyens adéquats des programmes de recherche et d'expérimentation sur le stockage de carbone dans les sols et dans la phytomasse. Si le nucléaire divise les spécialistes du climat, il est par contre clair que le nucléaire ne sauvera pas le climat.

Enfin, nous saluons l'ambition de la préconisation qui vise à remettre en cause l'exonération du transport aérien international et du transport maritime de la fiscalité carbone et celle qui envisage en

France, l'étude de la mise en œuvre d'une taxation du kérosène ou contribution sur les lignes intérieures en s'inspirant de ce qui a été fait dans d'autres pays.

Le groupe a voté cet avis.